

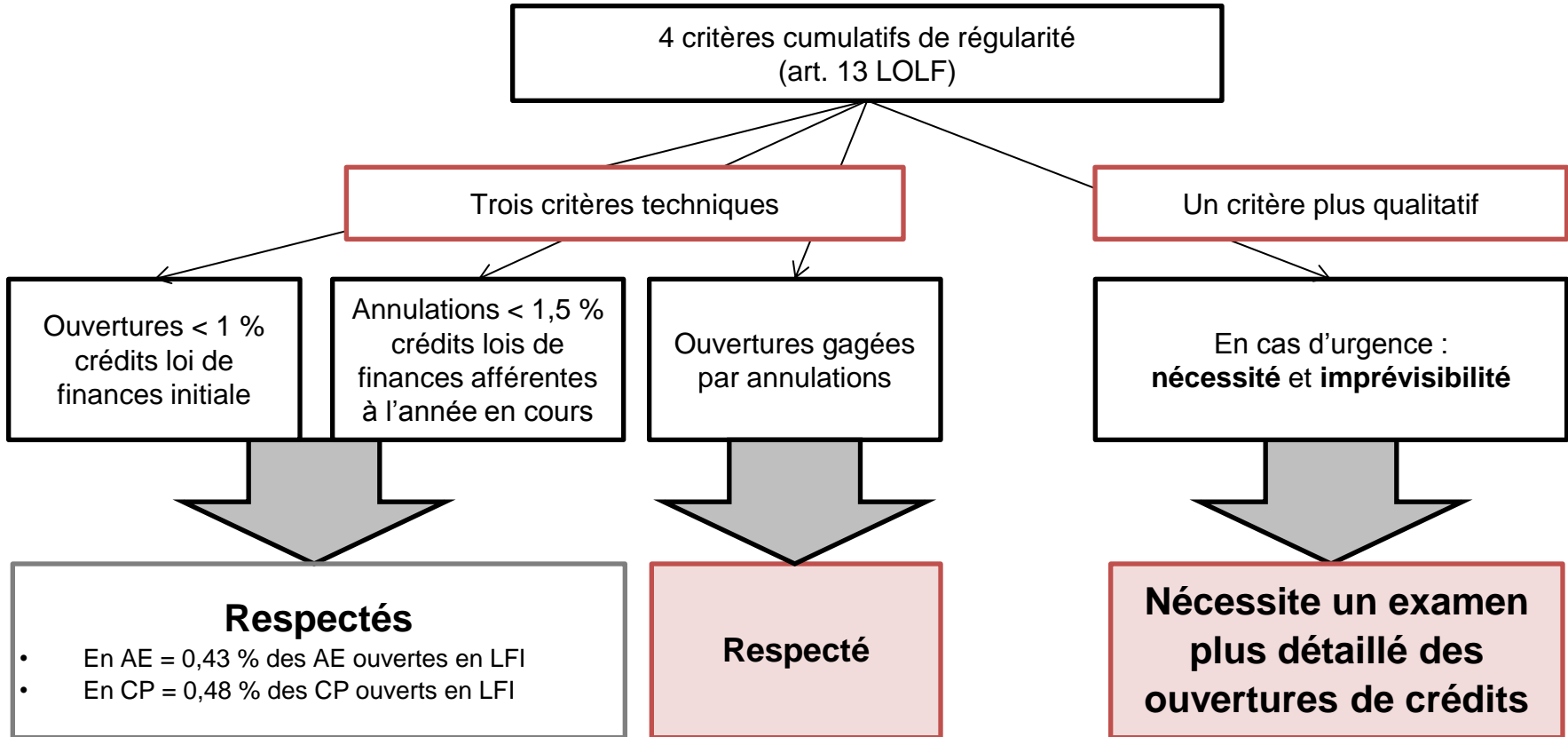


Projet de décret d'avance – juillet 2017

Albéric de Montgolfier, rapporteur général
Commission des finances
Mercredi 19 juillet 2017



Quatre critères cumulatifs de régularité

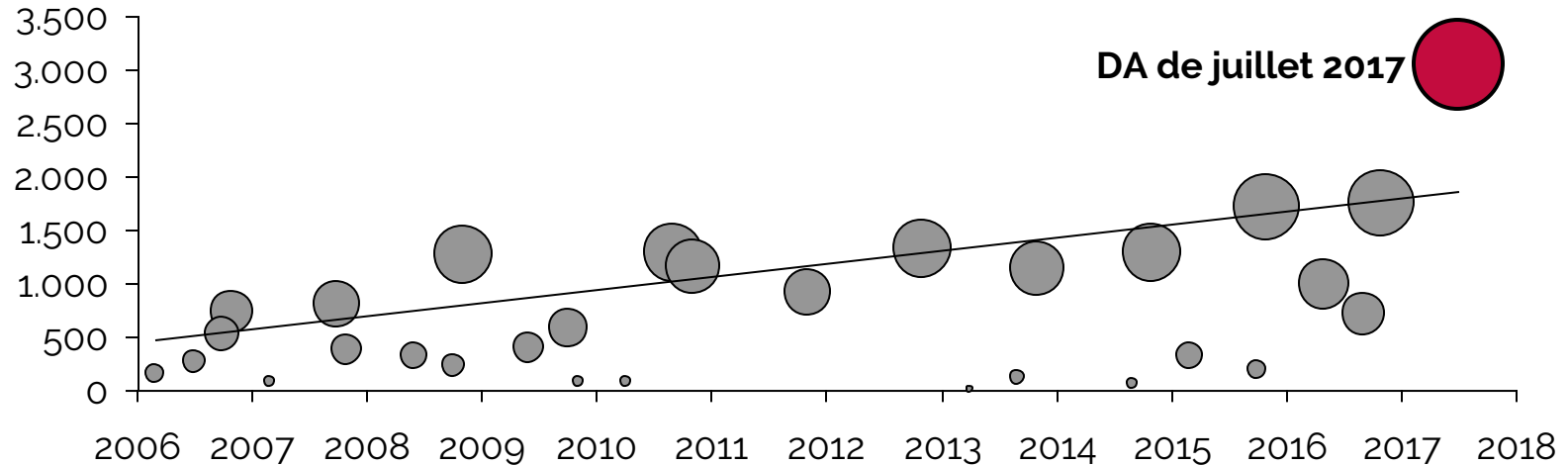


I. – Les ouvertures de crédits

Un décret d'avance d'une ampleur inédite

(en millions d'euros)

Montant des DA



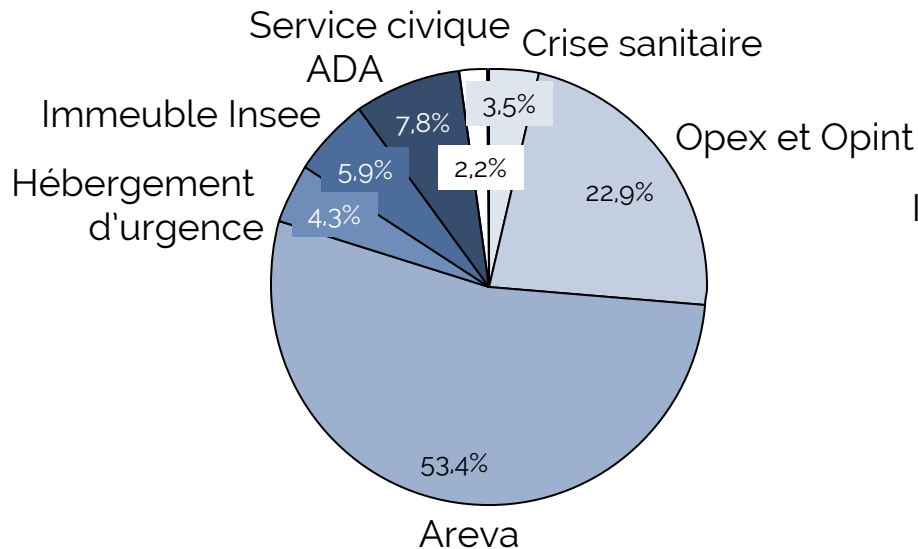
N.B. : la taille des points est proportionnelle au montant des crédits ouverts

Source : commission des finances du Sénat, d'après le projet de décret d'avance

Des ouvertures à hauteur d'environ 3 milliards d'euros, dont la moitié au titre de la recapitalisation d'Areva

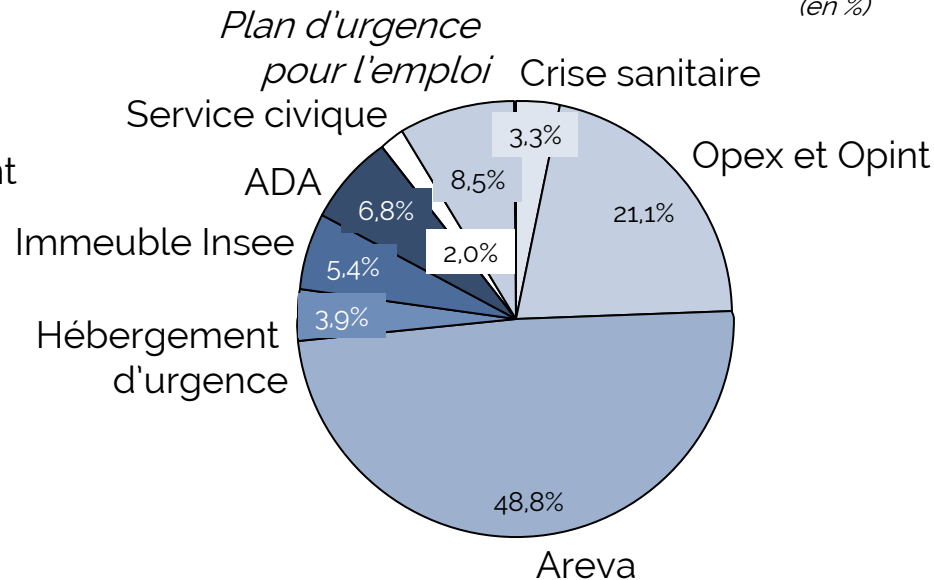
Ouvertures en autorisations d'engagement : 2,8 Mds €

(en %)



Ouvertures en crédits de paiement : 3 Mds €

(en %)



Note de lecture : ADA = allocation pour demandeur d'asile.

Source : commission des finances du Sénat, d'après le projet de décret d'avance

Des ouvertures pour la plupart liées à des risques de sur-exécution identifiés dès le PLF 2017

Recapitalisation d'Areva
1,5 Mds € en AE et CP



« **Un manque à gagner d'environ 2 milliards d'euros quasi certain** sur le compte spécial "Participations financières de l'État" »
tome I du rapport général, PLF 2017

Défense : Opex et Opint
640 M € en AE et CP



« Les dépenses liées aux opérations extérieures et aux opérations intérieures **ne sont pas budgétées à un niveau sincère** »
Rapport spécial « Défense », PLF 2017

Allocation demandeur d'asile (ADA)
200 M € en AE et CP



« L'allocation pour demandeurs d'asile :
une budgétisation insincère »
Rapport spécial « Immigration, asile et intégration », PLF 2017

Hébergement d'urgence
120 M € en AE et CP



« Il est permis de **douter que la prévision pour 2017 puisse véritablement couvrir les besoins** »
Rapport spécial « Égalité des territoires et logement », PLF 2017

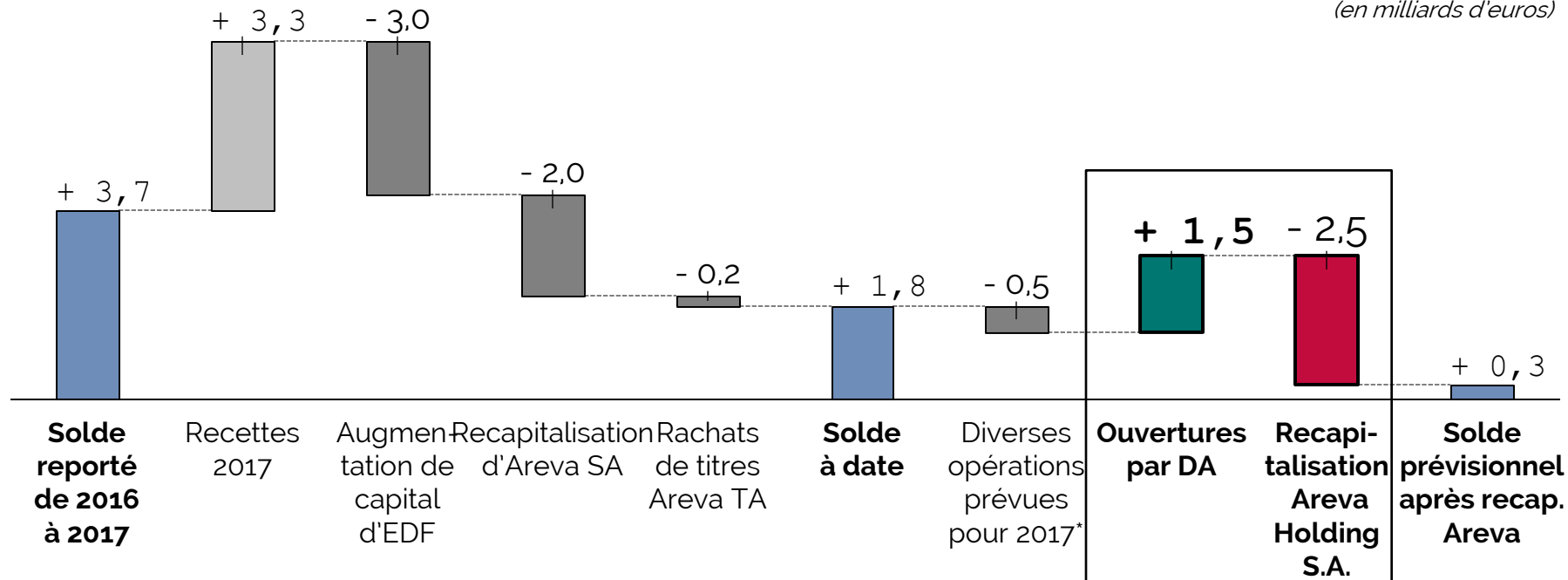
Plan de formation
260 M € en CP



« Un **dépassement probable d'au moins 100 millions d'euros** des crédits alloués à la politique de l'emploi »
tome I du rapport général, PLF 2017

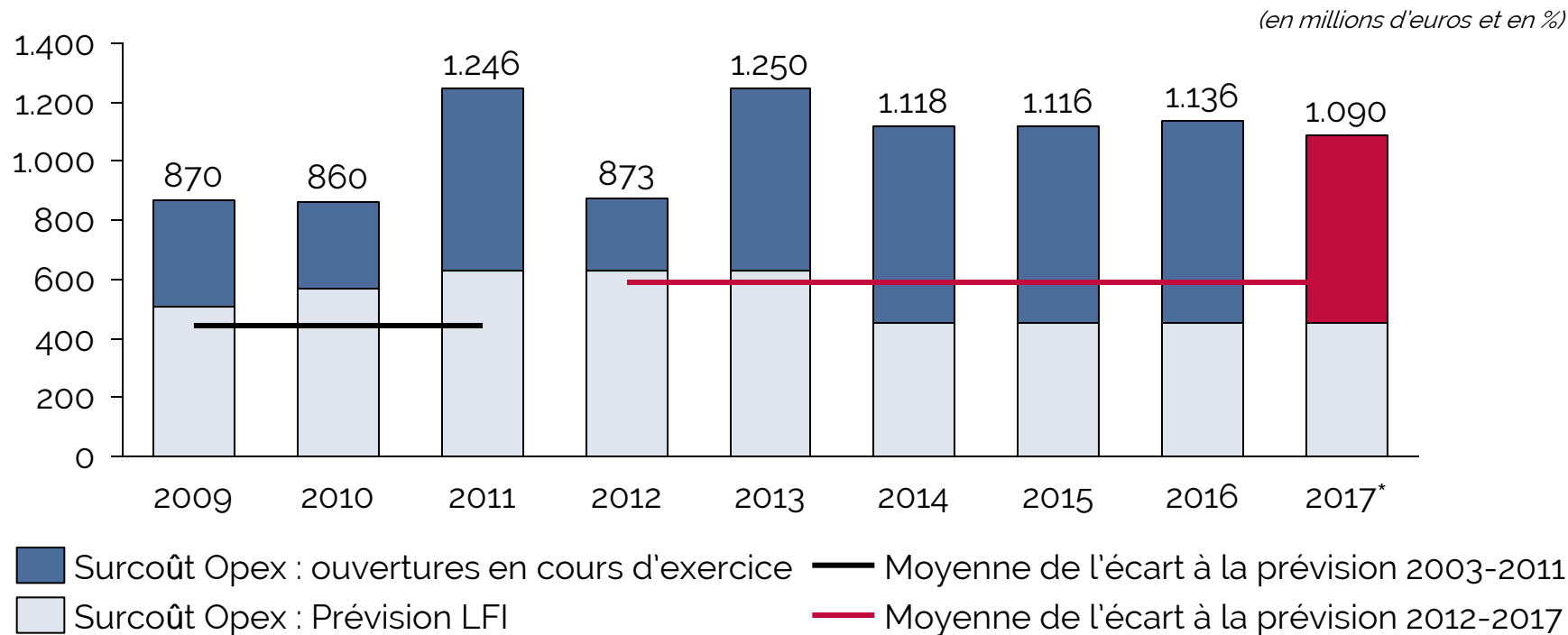
La recapitalisation d'Areva : des ouvertures de 1,5 milliard d'euros en AE=CP , un coût total de 2,5 milliards d'euros

(en milliards d'euros)



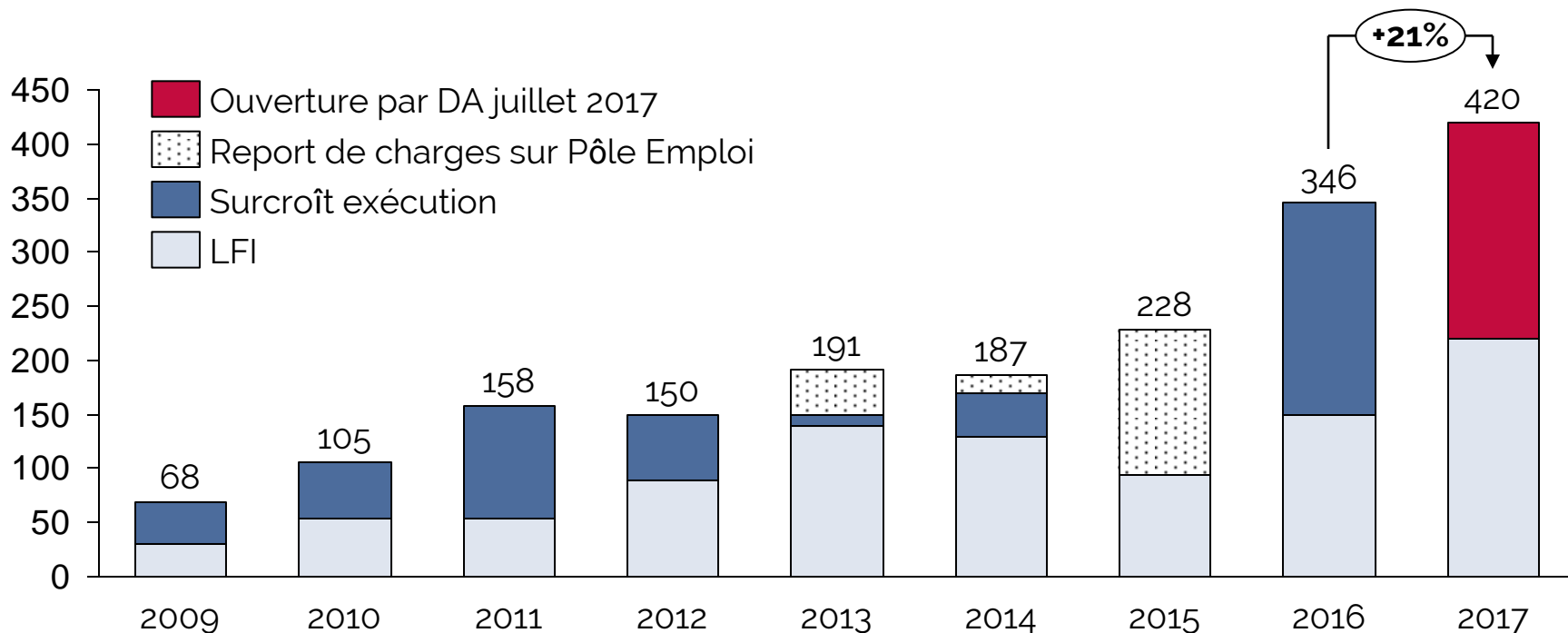
Source : commission des finances du Sénat, d'après le projet de décret d'avance et les réponses du Gouvernement au questionnaire du rapporteur général

640 millions d'euros ouverts au titre des opérations extérieures (Opex) des armées : un dépassement marqué mais récurrent

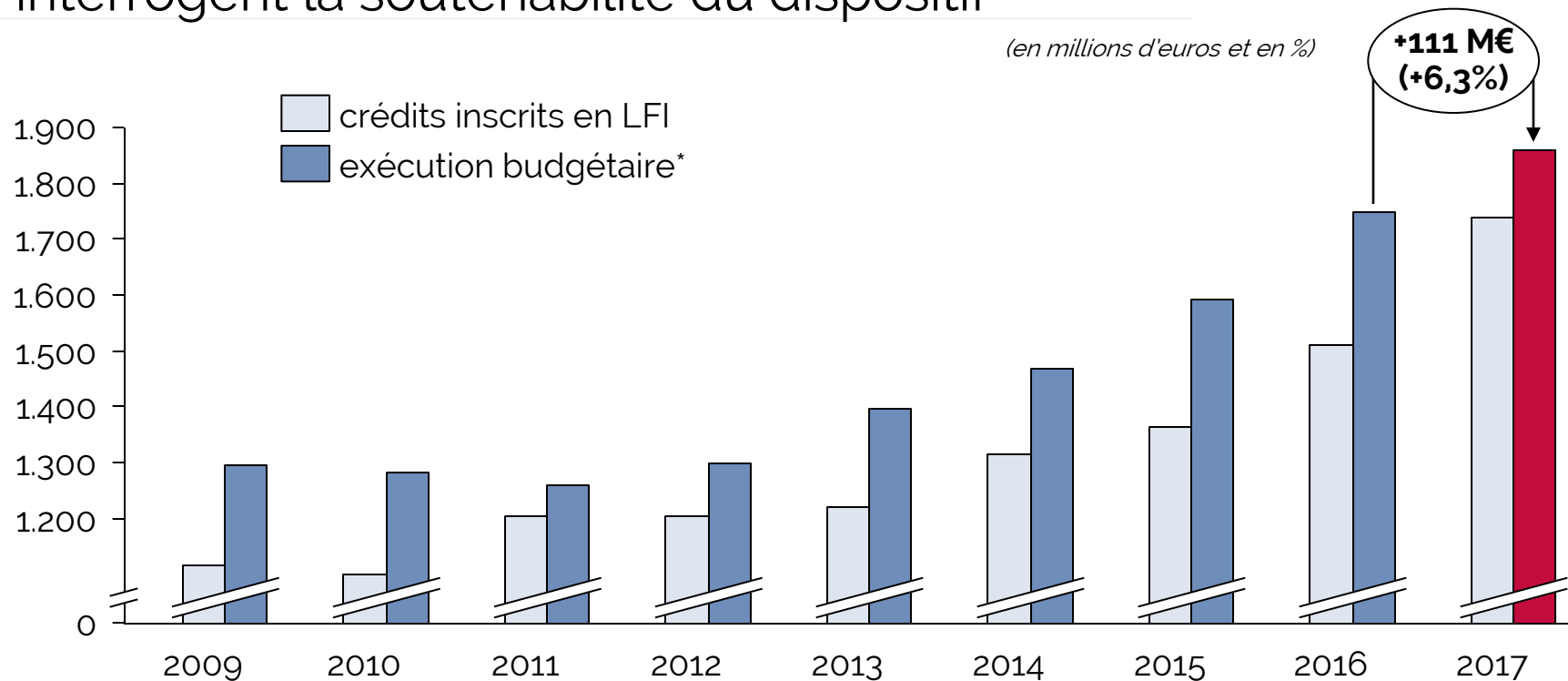


L'allocation pour demandeurs d'asile : une budgétisation manifestement insincère pour 2017

(en millions d'euros et en %)



L'hébergement d'urgence : de nouvelles ouvertures qui interrogent la soutenabilité du dispositif

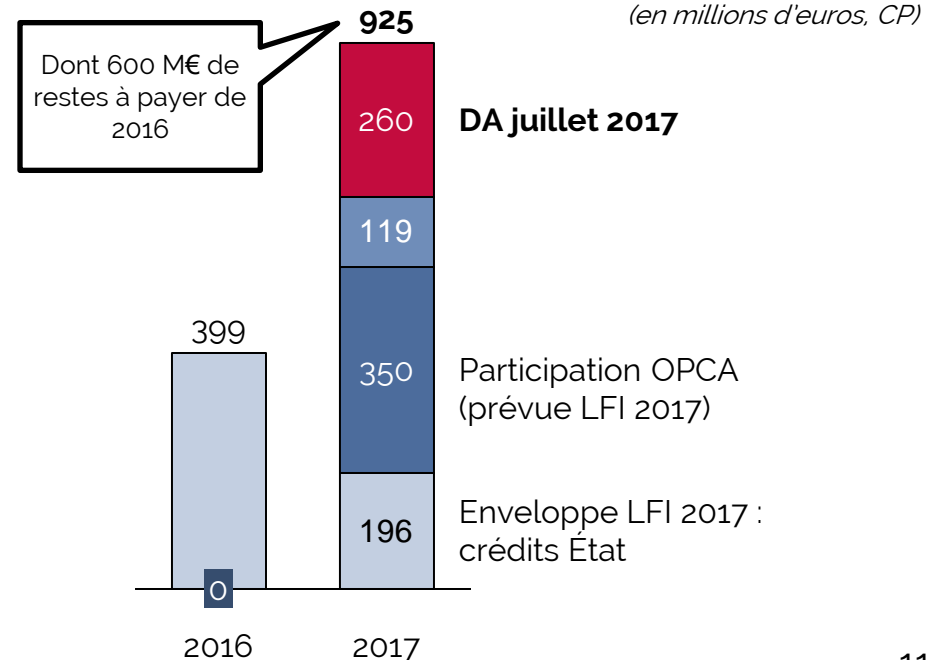


Plan pour l'emploi : 260 millions d'euros ouverts en CP pour financer le plan de formation annoncé en janvier 2016

Un plan pour l'emploi en deux volets

- Annoncé par le président de la République le 18 janvier 2016
- Deux volets :
 1. aide à l'embauche dans les petites et moyennes entreprises (3,6 milliards d'euros en AE et 1,9 milliard d'euros en CP en LFI 2017)
 2. plan de 500 000 formations supplémentaires pour les personnes en recherche d'emploi (196,4 millions d'euros en AE=CP en LFI 2017)

Budget du plan de formation en 2016 et 2017



Des ouvertures pour l'achat d'un immeuble par l'Insee (165 M€), la lutte contre les crises sanitaires (100 M€) et le service civique (63 M€)

- **165 M€ sur la mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines » pour l'achat de l'immeuble « White » par l'Insee :**
 - Bail signé le 6 juillet 2016 pour montant de 90 M€ sur 9 ans
 - *« Le bail prévoyait la possibilité d'exercer une option d'achat. Cela permettait notamment de reporter la décision d'acquérir le siège de l'INSEE dénommé immeuble « White » au-delà des élections présidentielles et ainsi ne pas préempter les choix du futur gouvernement. »* (source : réponse au questionnaire)
- **100 M€ sur la mission « Agriculture » pour lutter contre les crises sanitaires :** actions de surveillance et d'indemnisation concernant la grippe aviaire (abattage d'animaux, nettoyage, désinfection et indemnisation), la tuberculose et les salmonelles aviaires (action vétérinaire et indemnisation) ainsi que *Xylella Fastidiosa* (surveillance et arrachage).
- **63 M€ sur la mission « Sport, jeunesse et vie associative » pour le service civique** pour compléter un budget initial de l'Agence du service civique de 348,8 M€

II. – Les annulations de crédits

Les trois ministères les plus touchés par le DA sont ceux de l'intérieur, des affaires étrangères et des armées

Ministères	Annulations en AE	Annulations en CP	Annulations nettes des ouvertures en AE	Annulations nettes des ouvertures en CP
Intérieur	-201,35	-320,23	-201,35	-320,23
Europe et affaires étrangères	-296,28	-282,03	-296,28	-282,03
Armées	606,13	-248,58	606,13	-248,58
Transition écologique et solidaire	0,00	-194,72	0,00	-194,72
Enseignement supérieur, recherche et innovation	-178,84	-180,03	-178,84	-180,03
Justice	-159,80	-159,80	-159,80	-159,80
Solidarités et santé	-81,55	-94,17	-81,55	-94,17
Cohésion des territoires	-299,20	-92,08	-299,20	-92,08
Services du Premier ministre	-64,70	-59,61	-64,70	-59,61
Culture	-75,00	-50,00	-75,00	-50,00
Sports	-16,79	-17,09	-16,79	-17,09
Éducation nationale	-12,34	-12,91	-12,34	-12,91
Outre-mer	0,00	0,00	0,00	0,00
Action et comptes publics	28,35	44,73	28,35	44,73
Agriculture et alimentation	85,77	82,42	85,77	82,42
Travail	-689,70	247,54	-689,70	247,54
Économie et finances	1 355,31	1 336,55	1 355,31	1 336,55

Les missions sont classées de la plus importante contributrice nette en CP à la moins importante contributrice nette.

Des annulations qui portent en partie sur les missions régaliennes

- **850 M€ annulés en CP sur la mission « Défense »**
 - D'après les réponses au questionnaire envoyé au Gouvernement, l'annulation « *n'a pas d'impact sur l'engagement pluriannuel des programmes d'équipement* ». Cette mesure « *va conduire le ministère la défense à revoir sa programmation annuelle* ».
- **290 M€ en AE et 240 M€ en CP annulés sur la mission « Sécurités »**
 - Les annulations portent intégralement sur la mise en réserve, « *ce qui permet notamment aux programmes "Police nationale" et "Gendarmerie nationale" de disposer de crédits supérieurs à ceux exécutés en 2016* »
- **160 M€ en AE et en CP annulés sur la mission « Justice » :**
 - D'après les réponses au questionnaire envoyé au Gouvernement, « *les crédits annulés correspondent à une estimation revue à la baisse de l'impact sur 2017 de la réforme de l'aide juridictionnelle* ».
- **160 M€ en AE et 140 M€ en CP annulés sur la mission « Aide publique au développement »**
- **400 M€ en AE et 330 M€ d'euros en CP annulés sur la mission « Recherche et enseignement supérieur »**

Les annulations portent pour environ 80 % en AE et en CP sur les crédits mis en réserve (« gelés ») (1/2)

	Part de la réserve annulée		Part des annulations sur la mise en réserve	
	AE	CP	AE	CP
Action extérieure de l'État	-66,8%	-65,0%	79,8%	83,1%
Administration générale et territoriale de l'État	-22,7%	-19,1%	100,0%	100,0%
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	0,0%	-0,6%		48,2%
Aide publique au développement	-42,5%	-40,4%	100,0%	100,0%
Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation	-13,4%	-13,2%	100,0%	100,0%
Conseil et contrôle de l'État	-75,6%	-67,1%	18,1%	77,5%
Culture	-5,5%	-6,1%	9,0%	14,3%
Défense	0,0%	-31,5%	0	100,0%
Direction de l'action du Gouvernement	-39,5%	-45,5%	100,0%	100,0%
Écologie, développement et mobilité durables	0,0%	-26,4%	0	100,0%
Économie	-3,3%	-3,5%	100,0%	100,0%
Égalité des territoires et logement	-3,7%	-4,0%	27,2%	41,8%
Engagements financiers de l'État	-21,1%	-27,7%	100,0%	100,0%

Les annulations portent pour environ 80 % en AE et en CP sur les crédits mis en réserve (« gelés ») (2/2)

	Part de la réserve annulée		Part des annulations sur la mise en réserve	
	AE	CP	AE	CP
Enseignement scolaire	-25,0%	-24,4%	97,1%	97,3%
Gestion des finances publiques et des ressources humaines	-50,0%	-64,9%	88,0%	100,0%
Immigration, asile et intégration	-32,1%	-32,9%	100,0%	100,0%
Justice	-19,0%	-45,3%	100,0%	98,6%
Médias, livre et industries culturelles	-13,0%	-14,4%	100,0%	100,0%
Outre-mer	0,0%	0,0%	0	0
Politique des territoires	-99,6%	-91,8%	25,3%	46,2%
Pouvoirs publics				
Recherche et enseignement supérieur	-29,7%	-28,9%	81,0%	85,3%
Régimes sociaux et de retraite	0,0%	0,0%		
Relations avec les collectivités territoriales	-2,4%	-0,8%	14,9%	1,4%
Santé	-14,0%	-15,9%	56,7%	60,4%
Sécurités	-82,2%	-69,7%	87,2%	84,9%
Solidarité, insertion et égalité des chances	-2,4%	-2,8%	49,7%	50,3%
Sport, jeunesse et vie associative	-27,3%	-20,4%	100,0%	100,0%
Travail et emploi	-56,0%	-0,7%	100,0%	88,4%
Total général	-16,9%	-19,4%	78,2%	82,5%

Un décret d'annulation de 774 M€ en AE et 274 M€ en CP : au total, 3,6 Mds€ annulés en AE et 3,3 Mds€ d'euros en CP (1/2)

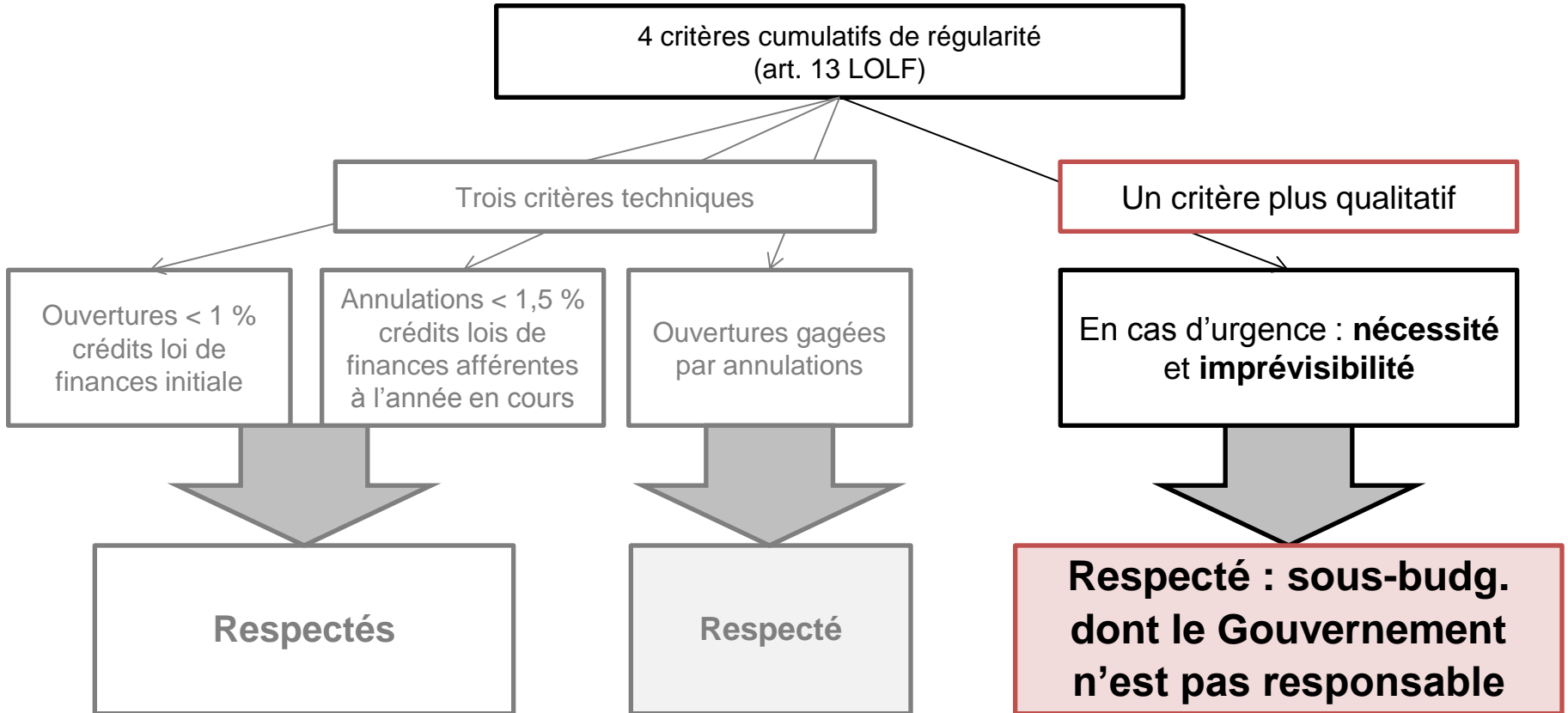
	Contribution nette (décret d'avance + décret d'annulation) en M€		Contribution nette (décret d'avance + décret d'annulation) en % des crédits de la LFI	
	AE	CP	AE	CP
Action extérieure de l'État	-163,31	-165,80	-7,9%	-8,0%
Administration générale et territoriale de l'État	-31,77	-25,95	-3,0%	-2,4%
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	98,87	95,60	3,9%	3,9%
Aide publique au développement	-157,97	-136,23	-4,4%	-5,6%
Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation	-26,63	-26,24	-1,0%	-1,0%
Conseil et contrôle de l'État	-5,08	-3,03	-4,3%	-3,2%
Culture	-67,00	-42,00	-2,9%	-1,9%
Défense	643,20	-206,80	2,9%	-1,0%
Direction de l'action du Gouvernement	-49,67	-46,07	-4,3%	-4,6%
Écologie, développement et mobilité durables	-391,65	-396,62	-5,2%	-5,2%
Économie	1 494,00	1 478,92	110,0%	156,9%
Égalité des territoires et logement	-62,83	-10,49	-0,4%	-0,1%
Engagements financiers de l'État	-41,24	-64,98	-11,3%	-11,8%

Un décret d'annulation complémentaire de 774 M€ en AE et 274 M€ en CP (2/2)

	Contribution nette (décret d'avance + décret d'annulation) en M€		Contribution nette (décret d'avance + décret d'annulation) en % des crédits de la LFI	
	AE	CP	AE	CP
Enseignement scolaire	-81,52	-81,61	-1,6%	-1,6%
Gestion des finances publiques et des ressources humaines	177,27	165,67	7,8%	7,9%
Immigration, asile et intégration	177,27	165,67	14,5%	15,1%
Justice	-159,80	-159,80	-2,9%	-5,0%
Médias, livre et industries culturelles	-8,00	-8,00	-1,4%	-1,4%
Politique des territoires	-238,76	-84,53	-25,0%	-12,7%
Recherche et enseignement supérieur	-398,55	-331,33	-1,5%	-1,3%
Relations avec les collectivités territoriales	-58,76	-216,35	-1,4%	-6,3%
Santé	-22,41	-24,51	-1,8%	-1,9%
Sécurités	-288,08	-243,61	-9,1%	-8,5%
Solidarité, insertion et égalité des chances	-66,64	-77,16	-0,4%	-0,5%
Sport, jeunesse et vie associative	45,87	45,01	6,3%	6,2%
Travail et emploi	-942,24	-11,43	-6,0%	-0,1%
Total	-774,37	-273,65	-0,5%	-0,2%

III. – Le contrôle du respect des conditions fixées par la LOLF

Quatre critères cumulatifs de régularité





Projet de décret d'avance – juillet 2017

Albéric de Montgolfier, rapporteur général
Commission des finances
Mercredi 19 juillet 2017

